

Restriction de circulation pour travaux
Rue Jules Ferry

Le Maire de Waziers,

Vu le Code de la Route et les décrets d'application s'y rapportant,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212, L 2213.1, L 2213.2 et L 2512.14,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière approuvé par arrêté du 7 juin 1977,

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent durant les travaux de branchement neuf et ainsi prévenir les accidents,

A R R Ê T É

DU LUNDI 28 OCTOBRE 2024 AU SAMEDI 2 NOVEMBRE 2024 :
↪ RUE JULES FERRY

Article 1 : LA CIRCULATION DES VÉHICULES SERA RESTREINTE

↪ Selon l'endroit des travaux

↪ La circulation des véhicules se fera de façon alternée par moyen de feux tricolores

Article 2 : La société Véolia – 676 rue Maurice Caullery - 59500 DOUAI chargée des travaux assurera la mise en place des panneaux de sécurité et des barrières avec affichage du présent arrêté qui matérialiseront ces restrictions portées à la connaissance du public avant le démarrage des travaux.

Article 3 : Monsieur le Commissaire de Police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- La société Véolia – 676 rue Maurice Caullery - 59500 DOUAI
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de DOUAI,
- Monsieur le Chef du Centre d'Interventions et de Secours de WAZIERS,
- Services Techniques de la Ville.

WAZIERS, le 24 OCTOBRE 2024

Le Maire,
Laurent DESMONS



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe qu'en vertu du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'Administration et les usagers (art. 9) (J.O. du 3 décembre 1983), modifiant le décret n° 65-25 du 11 janvier 1965, relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (art. 1 - al.6), le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.